

**Waldemar Kuczyński.**

## **LA DICTATURE ET LA MEMOIRE**

Je ne connais pas suffisamment l'histoire de dix dernières années en Afrique du Sud pour pouvoir faire une comparaison avec la Pologne. Je peux dire cependant une chose. La division sociale instaurée par la dictature communiste en Pologne, était, mise à part sa première période criminelle, plus modéré que celle du système d'apartheid. Cette division était aussi différente – il existait un libre choix du côté au quel on allait appartenir. C'est de cette division que je vais maintenant parler. D'abord de son origine et ensuite de traces qu'elle a laissées après l'an 1989.

### **PREMIERE PARTIE: Genèse du partage en „nous” et „eux”**

Après la deuxième guerre mondiale, la Pologne est devenue un état-satellite de l'Union Soviétique. Personne n'a pu remédier ni changer cela pendant 45 ans. La nation, sans l'accord formel mais avec une acceptation passive des alliés occidentaux de la Pologne – les Etats Unis et la Grande Bretagne - a été emprisonnée dans un « camp socialiste ». Tout comme beaucoup d'autres nations de l'Europe Centrale. Nous avons perdu la guerre après avoir appartenu

et combattu dans le camp des vainqueurs. Les Polonais ne voulaient pas du régime qui avait été instauré. Il en était autrement des communistes, les membres du Parti Communiste Polonais, qui avaient été quasiment exterminés par Staline. Malgré cela ils percevaient l'Armée Rouge comme une chance de réalisation de leurs rêves. Ils désiraient une nouvelle Pologne fraternisant avec URSS. Mais ils étaient peu nombreux. La nation cependant n'avait pas le choix, elle devait subsister. L'introduction de la dictature communiste l'a déchirée en deux parties – une minorité qui gouvernait et une majorité qui lui était soumise.

L'état communiste, totalitaire, reposait sur un large appareil administratif et répressif, sur un parti de masse (PZPR), des partis-satellites et des organisations appelées les transmissions entre le parti et les masses. Ces membres des parties, cet appareil de l'état et les appareils des partis ainsi que les organisations de transmission formaient la couche dirigeante, appelé aussi nomenclatura et qui – en comptant aussi les familles – se composait de 10 – 15 % de la société. Seulement une partie de cette couche prenait des décisions réelles, mais toutes ces personnes formaient la base du régime. On dit souvent que d'un côté il y avait un petit groupe de communistes amoureux de

l'Union Soviétique, et de l'autre la nation qui résistait aux oppresseurs. Cette image est fautive. Elle pourrait décrire la situation pendant les quelques mois après l'entrée de l'Armée Rouge en Pologne. Mais elle a évolué rapidement, lorsque des centaines de milliers de polonais adhéraient volontairement au parti et aux organisations, ainsi qu'aux organes répressifs. Le petit groupe de communistes, pour des raisons différentes, s'entourait d'une partie de la nation, qui avait décidé de rejoindre ceux qui allaient gouverner. Un motif très important était l'amertume et la colère contre les alliés occidentaux, qui nous avaient abandonné. Mais il y a eu d'autres motifs; telles que le souhait de reconstruire le pays et leur vie privée, la foi en socialisme chez une partie de l'intelligentsia et chez les jeunes des basses couches sociales. Les gens étaient motivés par la possibilité de carrière ou bien par la peur (il s'agit de l'époque de la grande terreur. Durant 6 ans (44-49) il y avait en moyenne deux arrêts de mort par jour, et dans les années 1945 – 46, cent mille personnes ont été arrêtés pour les motifs politiques ). Lorsque cela s'est accompli, des deux côtés on a obtenu une nation placée contre elle-même par la logique de la situation. Pendant toute la durée de la RPP une minorité dominait par force sur une majorité. Ce qui

caractérisait leurs relations c'était la méfiance, qui s'exprimait par le partage populaire en « nous » et « eux ». Les relations étaient variées. Il y a eu la période des persécutions et crimes ordonnée par Moscou mais réalisée par les polonais, souvent avec ferveur et la haine de l'autre côté. Il y avait des rébellions et des batailles, mais aussi un moment de rapprochement lors de la déstalinisation de l'année 1956 et une tolérance, parfois plus méfiante et parfois moins. La vie ne s'est pas laissée inscrire en un scénario avec des traîtres et de patriotes, ne serait-ce que pour la raison que la RPP a existé près d'un demi siècle dans un monde qui semblait devoir rester stable au moins pour les cent ans à venir.

Les Polonais, ne voyant aucune solution, s'incrustaient dans le système qui leur avait été imposé, trouvaient leurs places et, même s'il n'appartenaient pas à la nomenclatura, ils en devenaient imprégnés, mais ils l'imprégnaient aussi de leurs qualités, ils « polonisaient » le communisme. Le régime évoluait aussi. Brutal et criminel jusqu'à la mort de Staline, il s'adoucissait ensuite, cependant avec deux période de gelée: l'année 1968 après les protestations réprimées des étudiants et dans les premières années de l'état de guerre en décembre 1981. Il semblait que le régime s'améliorait, mais en fait il était en train de

s'adoucir et de mourir de vieillesse. Enfin il n'a pas supporté les réparations entreprises par Gorbatschow et il est mort, sans grandes convulsions et chez nous, suite à un accord à la Table Ronde entre une partie de l'élite gouvernant et une partie de l'opposition. En conséquence des élections du 4 juin 1989, l'élite dirigeante a subi une défaite spectaculaire.

Suite à ces événements un gouvernement a été formé, composé d'une majorité de représentants du mouvement « Solidarité ». Ensuite il y a eu trois gouvernements sans participation des ministres de l'ancienne élite dirigeante. C'est ainsi que la nomenclatura a été démunie du pouvoir, également par le remplacement de la majorité de l'appareil administratif supérieur, et l'abolition de la plupart des institutions de l'ancien régime, y compris telles que les institutions de répression politique (SB, ORMO, ZOMO).

Une partie de l'ancienne couche dirigeante s'est organisée en partis; les partis social-démocratiques et le parti agricole, avec une physionomie idéologique différente que leurs précurseurs, sans intention de retourner à l'ancien régime, bien que, surtout dans le cas des social-démocrates, ils s'appuient toujours sur les électeurs de l'ancienne élite. Ces partis ont pris le pouvoir dans les élections de 1993

avec un mandat démocratique pour gouverner. La Pologne appartient donc aux pays dans lesquels la chute du régime a repoussé la nomenclatura du pouvoir, et non aux états, dans lesquelles le régime s'est transformée, mais la nomenclatura restée au pouvoir (Russie, Ukraine.).

Il n'y a pas eu, par contre, de décommunisation en Pologne, comprise comme un acte extraordinaire défendant à une partie de l'ancien groupe dirigeant de remplir des fonctions publiques. La raison en est que chez nous le système est tombé en conséquence d'un accord entre une partie de l'élite communiste et l'opposition, et que c'est cette partie de l'opposition, qui a mené à l'accord, qui a pris le pouvoir. Sans amnistier les crimes commis en République Populaire de Pologne, ce groupe a considéré qu'il était inutile et inapproprié d'introduire un instrument de responsabilité collective.

### **DEUXIEME PARTIE : « nous » et « eux » après 1989.**

Le régime est mort, mais les traces du déchirement qu'il a causé et nourrie pendant un demi siècle sont restées des deux côtés, bien que dans une configuration différente dans chaque camp. En ce qui concerne « eux », la minorité dirigeante de jadis, qui du point de vue

historique a perdu, les sentiments d'hostilité envers les partis et tout ce qui provient de l'ancienne opposition anticomuniste et de « Solidarité » sont forts et très répandus, pour une grande partie de cette minorité et non seulement sa fraction politiquement active.

En ce qui concerne la majorité que nous appelions « nous » l'hostilité envers les personnes de l'ancienne nomenclatura est en déclin, et elle ne détermine plus leurs comportements. Lors des dernières élections (2001) les « post-communistes » avaient presque atteint la majorité absolue au Parlement. Ces ressentiments anciens se réaniment lorsque la gauche gouverne mal. Par contre, parmi la partie politiquement active de ce groupe de l'ancien partage il y a deux attitudes. L'électorat et les partis du centre ne sollicitent pas la décommunisation. Mais elles considèrent qu'il ne faut pas entrer en coalition au gouvernement avec les « post-communistes », même si les programmes coïncident, justement à cause de leur provenance de la nomenclatura. Parmi les partis de droite et son électorat il y a un fort désir de faire comme ils le disent « justice », ce qui a été négligé, et de punir l'ancienne élite dirigeante.

L'appui idéologique de ce programme est fondé sur la thèse, qu'au début de la transformation on a commis un « péché ». Selon les

partisans de cette théorie, il y a eu une entente secrète entre la nomenclatura et une partie de l'opposition, qui aurait créée une structure organisée et camouflée existant jusqu'à ce jour, fonctionnant à l'échelle nationale et gouvernant la Pologne en utilisant ses ressources, tandis que toute la démocratie a été transformée en une façade. Le manque de décommunisation, donc d'un acte qui devrait montrer à la société que le mal a été exposé et puni, aurait provoqué un mélange des catégories de bien et de mal dans la conscience sociale. Ce qui a causé la démoralisation de la société et du pouvoir, de la corruption et les autres fléaux polonais contemporains. Une partie des intellectuels, non seulement ceux liés à la droite, partage cette opinion sur les mauvaises conséquences morales d'un renoncement à un règlement de comptes collectif.

Selon moi, cette théorie ne peut être ni prouvée ni abolie et elle explique très peu. A part les spéculations moralisatrices, pendant ces 15 dernières années personne n'a procuré de preuves qui démontreraient, qu'il existe un lien entre le manque de règlement de comptes collectifs et les phénomènes considérés comme la conséquence d'un tel manque. Peut être que ce lien existe, mais il y a plus d'arguments qui confirment son inexistence, ou bien il est peu important pour les pays qui



abandonnent le communisme. Dans des pays où une décommunisation sous la forme d'un bannissement politique d'une partie de l'ancien groupe dirigeant a été effectuée, les vrais communistes ont conservé une forte position politique (République Tchèque et Allemagne de l'Est), tandis qu'en Pologne il n'y en a plus. Il n'y a pas non plus de différences notables entre la Pologne et les pays « décommunisés », en ce qui concerne l'échelle de la pathologie, et aussi l'enracinement dans le nouveau système des personnes de l'ancien nomenclatura. Ils se sont installés partout en prenant avantage résultant de leur ancienne position. C'est naturel. Même dans des révolutions très sanglantes il est impossible de briser la continuité du tissu de la vie, des connections et de la solidarité de groupe, ainsi que des suprématies de groupe résultant d'une position privilégiée dans la société pré-révolutionnaire. A moins que l'on n'introduise la terreur pour quelques décennies, comme dans la Russie de Staline, qui va éliminer physiquement les générations suivantes des groupes auparavant privilégiés.

En ce qui concerne l'intensité de pathologie dans les pays en cours de transformation, il y a des causes plus terre à terre, moins mystiques que le manque d'une séparation symbolique entre le bien et le mal, mais qui par contre forment dans un degré plus grand les attitudes de masse.

La raison la plus fondamentale est la collision avec la civilisation de la consommation, une entrée soudaine dans ce monde de sociétés ayant longtemps jeûné, démoralisées par le communisme et son économie de l'insuffisance. Le résultat en a été une promotion incroyable de l'argent, en tant que clé d'accès aux appas illimités de la consommation, ou bien un outil de protection contre une misère presque aussi illimitée. En conséquence il y a eu un affaiblissement des blocages éthiques déjà affaiblis, dans la course à l'argent, qui a touchée tous les groupes sociaux, non seulement les politiques. Un autre argument est celui de la défaillance de l'état, typique pendant les périodes de grandes transformations, subissant d'habitude alors une reconstruction totale, ou bien, comme dans le cas des pays post-communistes, étant construit de nouveau. Finalement, l'apparition de nombreuses occasions pour une saisie criminelle des avoirs de l'état lors de la privatisation d'une économie presque entièrement nationalisée. Telles sont les causes universelles principales des « pathologies de la transformation », également celles du monde politique. S'y mélangent les particularités de chaque pays, étant l'héritage historique, qui peuvent renforcer ou bien affaiblir ces pathologies, mais ne les éliminent pas. Je n'exclus pas que la Pologne est, pas beaucoup mais quand même un peu, plus

corrompue que, par exemple, la Tchéquie, la Hongrie ou l'Allemagne de l'Est, mais cela n'est pas dû à un manque de décommunisation, mais au fait que nous sommes une société, par rapport à celles que j'ai citées, moins bourgeoise, plus orientale, et en générale moins « normale » à cause d'une domination étrangère de plusieurs siècles et le manque d'un état a nous.

### **Conclusion.**

Dans un pays sortant de plusieurs décades de dictature il y a toujours un « fossé » divisant ceux, qui appartenaient à l'establishment de la dictature, ou bien en tiraient bénéfice, et ceux qui lui étaient soumis, même s'ils demeuraient passifs. Ce partage a une influence nocive sur la vie politique. Il rend plus difficile la formation d'une majorité parlementaire, d'un gouvernement et de politiques répondant aux besoins contemporains. En Pologne, une coalition en diagonale de la ligne de partage de jadis n'est toujours pas possible, même si les partis parlent la même langue sur les problèmes d'aujourd'hui. Cela favorise les coalitions, dont les programmes sont incohérents, mais qui sont composées « des nôtres », ou bien en tout cas qui excluent « les leurs ». A cause des animosités anciennes persistantes il est difficile de former un personnel administratif professionnel, car des forces

politiques très antagonistes ont besoin administration disponible pour combattre l'ennemi. Dans ce pays, enfin, les situations risquées sont celles, où la sympathie des électeurs va excessivement vers les partis de l'un , ou bien de l'autre côté de l'ancienne guerre, car cela ravive le désir de vengeance sur les anciens ennemis et leurs héritiers. C'est pour cela que l'existence d'un centre politique fort est si importante, car il peut renforcer la stabilisation et jouer le rôle d'un facteur de compromis au lieu d'un facteur de confrontation. Et, bien entendu, tout ce qui contribue a l'ensevelissement des anciennes « tranchées » est important, afin un jour de se trouver dans une situation où il sera imaginable, en cas de besoin, de gouverner dans une coalition composée des forces politiques issues aussi bien de « nous » que d' « eux ». En Pologne, 15 ans après l'écroulement du communisme ce n'est toujours pas possible. Et, pour finir, encore une chose, paradoxalement grâce au fait que ce partage « nous » et « eux » était surpassable, grâce au fait que, surtout dans le communisme vieillissant « nous » étions un peu « eux » et « eux », ils étaient un peu « nous », grâce à cela on peut vivre avec les traces de ce partage encore que ça complique bien la vie.

**(Varsowie - Paris 2004 )**

